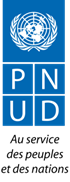
****

**Le PNUD GUINEE RECRUTE**

**UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR L’ELABORATION D’UNE PRE-STRATEGIE NATIONALE D’ECONOMIE BLEUE, MULTI SECTORIELLE ET SECURISEE.**

Délai de réception des offres : **11 NOVEMBRE 2019**.

**Pays GUINEE**

**Intitulé de la mission** **: UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR L’ELABORATION D’UNE PRE-STRATEGIE NATIONALE D’ECONOMIE BLEUE, MULTISECTORIELLE ET SECURISEE.**

**Niveau de poste et d’expérience :**  **INTERNATIONAL**

**Nombre de poste :**  **1**

**Durée de la mission** **70 Jours Ouvrable**

**Type et Lieu d’affectation : Conakry et Intérieur**

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées :

**Uniquement par e-mail :**

A:[**ic.offres.gn@undp.org**](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

Avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le 11 Novembre 2019 à 00hr00mn GMT**.

N’hésitez pas à écrire à l’adresse [info.offres.gn@undp.org](mailto:info.offres.gn@undp.org) pour toute information complémentaire.

Les Termes de Référence sont joints en annexe 01 de cette notice pour plus de détail sur la mission.

**Documents constitutifs de l’Offre :**

Pour démontrer leurs qualifications, les candidat (e)s devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Offre** | **Documents** | **Description** | **Forme** |
| **Partie 1 :** Offre Technique | Note méthodologique pour l’exécution de la mission attendue | Une description expliquant : | - Pas de formulaire spécifique pour la méthodologie |
| **En quoi vous êtes le meilleur candidat pour la mission ;** |
| **La démarche ou approche, les outils ainsi que les tâches que vous comptez mettre en œuvre pour réaliser la mission. Un chronogramme indicatif des activités** |
| Curriculum Vitae | Actualiser le CV, en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et indiquant au moins 3 (trois) personnes de référence. |  |
| Diplômes | Envoyer une (les) copies du (des) diplômes |  |
| **Partie 2 :** Offre Financière | Tableau des coûts | Remplir le tableau (utilisation obligatoire de ce tableau pour l’offre financière) | [Voir Annexe](http://www.cd.undp.org/hr/Tableau_des_Coûts.pdf) 2 |

**Les offres incomplètes seront rejetées.**

**Evaluation**

L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.

Le marché sera attribué au Consultant techniquement qualifié ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%).

*Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière le moins disant) /Offre financière de A] x 30*

1. *Les propositions techniques*

Elles sont évaluées sur des critères suivants en rapport avec les termes de référence :

Pour information, la proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

**Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.**

1. *Les propositions financières*

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

Le consultant devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue.

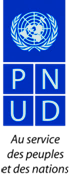
Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionnés dans les termes des références.

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.

**Le marché sera attribué au Consultant techniquement qualifié ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) ;**

***N.B. :***

Les consultants sont tenus de se renseigner sur les [Conditions Générales des Contrats Individuels](http://www.cd.undp.org/hr/Conditions_Générales_IC.pdf) (annexe 1).

****

**TERMES DE REFERENCE**

|  |
| --- |
| **I. Information sur la position** |
| Intitulé du Poste/Service attendu : **Consultant International pour l’Elaboration d’une pré-stratégie nationale d’économie bleue, multisectorielle et sécurisée.**  Niveau du (des) Poste (s) ou Prestation (Local ou International) **: International**  Nature de la consultation (Support/ Substance) : **Substance**  Type de contrat **: Consultation Internationale (IC)**  Type d’affectation (Home based ou sur site) : **à domicile et sur le terrain (Conakry et intérieur du pays)**  Durée de la mission : **70 jours ouvrables**  Date estimative de démarrage de la mission : **immédiat** |

|  |
| --- |
| **II. Contexte et objectif** |
| Le continent africain apparait comme le futur hub de la croissance mondiale avec un taux de croissance moyen d’environ 6% et une croissance envisagée en 2050 à plus de 15% par an. Force est de constater cependant, que ces évolutions ne se répartissent pas de manière uniforme. En effet, les experts observent que dans l’espace de la CEDEAO notamment, il existe une difficulté à ancrer de manière homogène et pérenne, des modèles de développement socio-économiques qui intègrent des dimensions novatrices du développement durable ou qui préfigurent l’avenir. C’est le cas notamment de l’économie bleue qui est devenue une réalité incontournable pour les États africains. Souvent négligée ou sous-exploitée, chacun s’accorde à dire que l’économie bleue est un moyen privilégié pour atténuer la dépendance africaine de l’extérieur et créer de la croissance inclusive et de l’emploi. Rappelons que l’économie bleue regroupe toutes les activités économiques menées à partir des océans, des mers, des fonds marins, des fleuves, des lacs, des nappes souterraines, … portées par des modèles de production fondés sur la résilience et l’adaptation. Sur les 54 États africains, 38 sont des pays côtiers. Le continent africain couvre 17 % des ressources mondiales en eaux de surface et utilise la mer pour réaliser 90 % de ses exportations et importations.  Selon l’Agence mondiale de l’énergie (AIE), la valeur économique annuelle des activités énergétiques liées aux affaires maritimes atteint aujourd’hui 2,5 milliards d’euros par an. En outre, les énergies renouvelables de l’océan sont capables de fournir jusqu’à 400 % de la demande mondiale actuelle en énergie. Enfin, les eaux territoriales sous juridiction africaine se déploient sur 13 millions de km², avec un plateau continental de près de 6,5 millions de km² comprenant des zones économiques exclusives (ZEE) d’une grande richesse.  De ce fait, les activités liées à la mer, aux fleuves et aux lacs en Afrique, peuvent permettre au contient, si elles sont exploitées judicieusement, d’occuper une nouvelle place géopolitique et stratégique sur l’échiquier mondial. C’est à l’aune de ces données que l’économie bleue est devenue une réalité incontournable pour les États africains, d’où son insertion dans l’Agenda 2063 de l’Union Africaine.  L’aquaculture, la biomasse ou encore les énergies des vagues et marées peuvent constituer des niches de transformation structurelle pour les industries africaines. Il en va de même pour l’exploitation des minerais rares sous-marins ou les biotechnologies qui permettent de fabriquer des produits dans les domaines pharmaceutiques, cosmétologiques ou alimentaires. Ces ressources et activités sont, en outre, de nature à permettre aux États africains de faire un saut dans leurs processus d’industrialisation, tout en intégrant le changement climatique et la durabilité dans cette évolution. Comme l’a souligné la Commission Economique pour l’Afrique (CEA) et ses partenaires institutionnels (Union africaine, Organisation maritime internationale, etc.) lors de la Conférence de haut niveau portant sur l’économie bleue durable qui s’est tenue à Nairobi en novembre 2018, nombre de pays du continent se sont engagés sur cette voie conformément aux objectifs du Programme 2030 de l’ONU et de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine.  S’agissant de la Guinée, selon la Banque Mondiale, les défis auxquels elle est confrontée (l’éducation, la pauvreté, la croissance démographique, l’environnement, etc.) pourraient être surmontés grâce à l’immense potentiel dont dispose le pays. En effet, la Guinée s’attache à créer les conditions d’une transformation économique et sociale durable, en menant à bien tous les chantiers prioritaires inscrits, au Plan National de Développement Economique et Social, 2016-2020 (aligné sur les ODD) et en ayant une vision stratégique d’avenir (l’émergence à l’horizon 2040) au sein de laquelle l’économie bleue se doit d’occuper une place centrale en tant que vecteur majeur de transition et levier d’optimisation de la dynamique de développement. La Guinée possède des réserves considérables de minerais (l’exploitation de la bauxite représente à elle seule 97% des ressources en devises du pays), d’une agriculture à fort potentiel, des richesses hydrologiques considérables et propices à de grands barrages hydroélectriques qui sont des leviers importants de développement, d’un port en eau profonde qui s’est modernisé pour devenir un outil performant au service des armateurs et des acteurs économiques guinéens (avec une unité de transbordement qui est compétitive au plan de la sous-région). Le pays dispose également d’un littoral qui s’étend sur plus de 300 km, offrant un domaine maritime considérable et de 1161 cours d’eau.  Cependant, ce patrimoine est menacé par l'insécurité qui sévit dans le golfe de Guinée, région qui est le théâtre d'actes de piraterie, de vols à mains armées, de pêche illégale (non déclarée ou hors réglementation), de tentatives de voyages clandestins à bord de navires, de vols de marchandises dans les installations portuaires et de trafics illicites en tous genres. Le pays aspire à une optimisation du dispositif de sécurisation de ses eaux territoriales, de sa ZEE et de sa surveillance maritime, en coopération avec d’autres pays riverains du Golfe de Guinée, dimension liée pour partie aux accords et conventions internationales ratifiées et impactant l'économie bleue.  L’élaboration d’une stratégie nationale de l’économie bleue requiert des expertises et des éclairages divers, des arbitrages techniques et politiques qui nécessitent un exercice complexe et multisectoriel de formulation. Elle repose sur plusieurs piliers qui prennent en compte les aspects sectoriels porteurs d’avenir :   * la planification spatiale maritime (favorisant depuis le littoral jusqu’aux eaux internationales, la recherche d’une cohérence et d’une symbiose entre les différentes activités que l’économie bleue a vocation de regrouper, en veillant chaque fois à ce que ces activités ne s’opposent pas et ne se fassent pas au détriment des équilibres naturels) ; * la mesure et la gestion des données relatives au bon état écologique ; * les questions de sécurité, de sûreté et de coopération sous-régionale et internationale ; * une politique d’aménagement et de protection du littoral (pour la préservation de l’intégrité des sites, des paysages, des écosystèmes côtiers et du patrimoine marin, etc.) appuyée sur un processus de patrimonialisation impliquant une entité dédiée à la gestion foncière du littoral ; * des aspects de gouvernance et d’animation transversale (interministérielle) pour la mise en convergence des opportunités et actions en vue d’une croissance bleue dans le pays…   L’ensemble doit être adossé sur une démarche proactive et stratégique intégrant des aspects programmatiques (plans budgétisés) et la dimension genre.  Dans cette perspective, le bureau-pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) recrute un (ou une) consultant(e) international(e) de haut niveau, chargé(e) de la réalisation d’une étude portant sur un état des lieux de la situation en Guinée, en vue de dégager les bases d’une pré-stratégie nationale d’économie bleue planifiée, multisectorielle et sécurisée, pouvant être soutenue par des programmes et projets structurants, ainsi que par une coopération internationale et régionale mobilisatrice. |
| **III. Résultats attendus** |
| Dans cette consultance, les principaux résultats attendus sont la rédaction d’un rapport :   * reprenant les réflexions menées sur cette thématique au niveau international et en Afrique ; * identifiant les programmes et projets sectoriels liés à l’économie bleue qui pourraient particulièrement contribuer au développement de la Guinée ; * établissant un panorama général du secteur guinéen de l’économie bleue, répertoriant toutes ses composantes, notamment les sous-secteurs (activités portuaires, industries halieutiques, énergies, etc.) et proposant un diagnostic ; * dressant un état des lieux de l’action de l’Etat en mer et des aspects sécuritaires (code maritime, aspects juridiques, accords, conventions, etc.) ; * fournissant un inventaire du secteur de la recherche scientifique susceptible de contribuer à l’économie bleue ; * offrant un recensement des acteurs clés engagés dans le soutien au développement de l’économie bleue  au niveau de l’Etat, du secteur paraétatique, du secteur privé et des organisations territoriales et de coopération ; * débouchant sur un bilan des défis et priorités en vue de l’élaboration ultérieure d’une stratégie nationale de l’économie bleue en Guinée : réflexions à approfondir (au niveau juridique, structurel et réglementaire) et études complémentaires à conduire pour promouvoir les potentialités de l’économie bleue en Guinée ;   initiant une réflexion sur la création d’une structure dédiée au pilotage interministériel de l’économie bleue. |
| **IV. Fonctions/responsabilités/Tâches** |
| Sous la supervision du Représentant Résident Adjoint du Bureau pays PNUD, en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes, le (ou la) consultant(e) international(e) travaillera avec trois consultants nationaux. Il/elle sera responsable de l’organisation et de la conduite de toutes les études de terrain, de l’analyse, du traitement et la synthèse des données ainsi que de la compilation et de l'assurance qualité de tous les rapports et documents conformément aux procédures du PNUD.  Plus spécifiquement, Il/elle rédigera, en lien avec les consultants nationaux, un rapport d’environ 80 pages, intégrant :   1. les aspects historiques et actuels de l’économie bleue, de même que la restitution des analyses relatives à la croissance bleue en Afrique ; 2. l’établissement d’un panorama général du secteur de l’économie bleue guinéenne (dans toutes ses composantes), répertoriant les sous-secteurs (activité portuaire, pêche, industrie halieutique, énergie, etc.) et proposant un diagnostic ; 3. l’état des lieux des contraintes et risques sécuritaire (atteintes aux personnes et aux biens) au niveau du domaine maritime, fluvial et portuaire ; 4. un panorama de l’action de l’Etat en mer (code maritime, aspects juridiques, accords, conventions, etc.) en particulier les réponses sécuritaires ; 5. l’inventaire du secteur de la recherche scientifique (universités, laboratoires, centres de recherche spécialisés) pouvant contribuer à l’économie bleue ; 6. le recensement des acteurs clés engagés dans le soutien au développement de l’économie bleue, notamment de l’Etat, du secteur paraétatique, du secteur privé et des organisations territoriales et de coopération ; 7. le diagnostic des défis et l’identification des priorités en vue d’une stratégie nationale de l’économie bleue en Guinée : réflexions à approfondir (au niveau structurel, juridique et réglementaire) et études complémentaires à conduire pour promouvoir les potentialités de l’économie bleue ; 8. les modalités pratiques de création d’une structure dédiée au pilotage interministériel de l’économie bleue.   Le présent rapport servira à concevoir une démarche nationale proactive visant à susciter, organiser et promouvoir une stratégie dans ce domaine. |
| **V. Méthodologie** |
| L’équipe chargée de cette consultation sera composée de quatre consultants : un (ou une) international(e) et trois consultants nationaux. Les quatre consultants devront travailler de manière parfaitement coordonnée, le (ou la) consultant(e) international(e) validant le périmètre de travail des consultants nationaux, fournissant les orientations utiles et assurant la synthèse du document final (rapport d’étude). Le (ou la) consultant(e) international(e) veillera à la bonne coopération avec les consultants nationaux en les contactant régulièrement (par voie électronique, par vidéo conférence) tout au long de l’avancée de leur travail.  Les consultants seront choisis en fonction de leur expertise en matière de développement durable, leur expérience de l’environnement marin, sécuritaires (et de sûreté), des risques et des aspects de coopération nationale, sous régionale et internationale, auront des profils complémentaires et travailleront sur certains des aspects liés au diagnostic multisectoriel, aux défis et priorités en vue de l’établissement d’une pré-stratégie nationale, et sur les opportunités programmatiques à valoriser.  Les quatre consultants devront travailler de manière coordonnée, le consultant international assurant la synthèse des contributions. |
| **VI . Livrables** |
| Ces livrables comprennent les documents approuvés ci-dessous :   * Une Note méthodologique assortie d’un plan de travail et d’un chronogramme détaillé * Un rapport provisoire de la pré-stratégie nationale d’économie bleue, multisectorielle et sécurisée en Guinée ; * Un rapport définitif de la pré-stratégie nationale d’économie bleue, multisectorielle et sécurisée en Guinée intégrant les principales recommandations des parties prenantes. |
| **VII. Durée de la mission** |
| La durée de la prestation couvre une période discontinue de 70 jours ouvrables avec des missions à Conakry et à l’intérieur du pays dont 18 jours effectives en Guinée repartis en deux missions :   * 1ère mission de 10 jours : orientation des consultants et animation au lancement des activités ; * 2ème mission de 8 jours : Participation à l’atelier de validation. |
| **VIII. Compétences fonctionnelles** |
| Les principales aptitudes, compétences exigées se résument comme suit :   * Compétences démontrées pour la supervision et la gestion d’une équipe ; * Excellente capacité d'organisation, de rédaction et de rapportage ; * Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les produits dans les délais impartis ; * Ouverture d’esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks ; * Capacité à travailler sous pression ; * Leadership et aptitude à entreprendre ; * Faire preuve de sensibilité et d’adaptabilité en ce qui concerne la culture, le genre, la religion, la race, la nationalité et l’âge ; * Capacités avérées à planifier, organiser et mettre en œuvre efficacement des activités ;   Bonne aptitude à communiquer. |
| **IX. Qualifications requises** |
| L’étude devra être confiée à un(e) consultant(e) international(e) (X/F) disposant :  - d’un diplôme de niveau Bac +5 (Master2) en matière de sciences politiques et/ou de sciences économiques, de diplomatie et/ou relations internationales, connaissant bien les politiques publiques puis les questions environnementales au niveau international et étant également sensibilisé aux questions de sûreté et de sécurité maritime ;    - avec une vision internationale sur tous les aspects clés : environnement marin et industries marines, gestion durable des ressources, pêche, énergies renouvelables, etc. ;  - d’une solide formation et expérience en aménagement du territoire et/ou urbanisme ;  - ayant occupé des fonctions de direction au sein d’une institution internationale ou européenne ayant initiée une coopération en faveur de la promotion de l’économie bleue;  -connaissant bien la coopération internationale environnementale : les problématiques de l’eau, les questions de biodiversité, la gestion des zones côtières, l’adaptation au changement climatique ;  - maitrisant la mise en place des stratégies institutionnelles (internationales, sous régionales et nationales) de valorisation des espaces mers/océans et ayant eu à négocier ou à participer à la mise en place d’accords, de traités, de conventions ou de directives avec une portée transnationale ;  - connaissant bien le fonctionnement des fonds communautaires et internationaux, l’organisation des tables rondes ou groupes consultatifs pour la mobilisation de ressources ;  -possédant une bonne connaissance des stratégies maritimes, en particulier celle de l'Union Africaine et de la CEDEAO ;  - ayant participé ou dirigé des études se rapportant à l’économie bleue en Afrique.  Parfaite maîtrise du français et de l’anglais (oral et écrit). |

|  |
| --- |
| **VX. Critères d’évaluation technique** |
| L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants : |
| |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Récapitulatif des formulaires d’évaluation des Propositions techniques | | Note maximum | Consultant | | | | | | A | B | C | D | E | | 1. | Qualification académique | 20 |  |  |  |  |  | | 2. | Expérience dans le domaine recherché | 50 |  |  |  |  |  | | 3. | Pertinence de l’approche méthodologique et Planning de mise en œuvre proposée | 30 |  |  |  |  |  | |  | Total | 100 |  |  |  |  |  | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Formulaire d’évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1** | | **Nbre de points maximum** | **Consultant** | | | | |
| **A** | **B** | **C** | **D** | **E** |
| Qualification académique | | | | | | | |
| 1.1 | Diplômes | 20 |  |  |  |  |  |
|  | | 20 |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Formulaire d’évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2** | | **Nbre de points maximum** | | **Consultant** | | | | |
| **A** | **B** | **C** | **D** | **E** |
| Expérience dans le domaine recherché | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | |
| 2.1 | Expertise avérée en matière : - de direction au sein d’une institution internationale ou européenne ayant initié une coopération en faveur de l’économie bleue; - mise en place des stratégies institutionnelles (internationales, sous régionales et nationales) de valorisation des espaces mers/océans et ayant eu à négocier ou à participer à la mise en place d’accords, de traités, de conventions ou de directives avec une portée transnationale ; - maitrisant la mise en place des stratégies institutionnelles (internationales, sous régionales et nationales) de valorisation des espaces mers/océans et ayant eu à négocier ou à participer à la mise en place d’accords, de traités, de conventions ou de directives avec une portée transnationale ; | | 25 |  |  |  |  |  |
| 2.2 | Références avérées en matière - de fonctionnement des fonds communautaires et internationaux, l’organisation des tables rondes ou groupes consultatifs pour la mobilisation de ressources ; - -possédant une bonne connaissance des stratégies maritimes, en particulier celle de l'Union Africaine et de la CEDEAO ; - ayant participé ou dirigé des études se rapportant à l’économie bleue en Afrique. | | 25 |  |  |  |  |  |
|  |  | | 50 |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Formulaire d’évaluation de la Proposition technique Formulaire 3** | | ***Nbre de points maximum*** | ***Consultant*** | | | | |
| **A** | **B** | **C** | **D** | **E** |
| ***Pertinence de l’approche méthodologique et Planning de mise en œuvre proposée*** | | | | | | | |
| 3.1 | La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ? | 5 |  |  |  |  |  |
| 3.2 | La proposition comprend-elle un cadre de suivi et de feedback avec les commanditaires de l'étude ? | 5 |  |  |  |  |  |
| 3.3 | La présentation est-elle claire. La succession des activités ainsi que leur planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d’une bonne exécution du projet ? | 10 |  |  |  |  |  |
| 3.4 | Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ? | 10 |  |  |  |  |  |
|  |  | **30** |  |  |  |  |  |
| Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 point ; cette note technique sera pondérée a 70%.  Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.  Le marché ou le contrat sera attribué au cabinet ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) ;  Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins distante)/Offre financière de A] x 30. | | | | | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  |  | | --- | --- | --- | | **XI. Paiement du consultant** | | | | DELIVRABLES | DELAIS | MONTANT | | Note méthodologique assortie d’un plan de travail et d’un chronogramme détaillé | 3 jours | 20% | | Rapport provisoire de la pré-stratégie nationale d’économie bleue, multisectorielle et sécurisée en Guinée | 52 jours | 40% | | * Le rapport de l’atelier national de validation * Rapport définitif de la pré-stratégie nationale d’économie bleue, multisectorielle et sécurisée en Guinée intégrant les principales recommandations des parties prenantes | 15 jours | 40% | |  | 70 jours | 100 | |

|  |
| --- |
| **VXII. Proposition d’offre technique et financière** |
| L'offre technique de l’expert national devra être synthétique. Son offre financière devra être forfaitaire. |
| **VXIII. Présentation des offres (en français)** |
| 1. Un Curriculum Vitae (CV)indiquant les expériences dans le domaine visé ; 2. Une brève description de la méthodologie de travail et de l’approche envisagée pour exécuter le travail selon les TDR (proposition technique), ainsi que le chronogramme détaillé des activités et les résultats attendus à chaque phase du processus ; 3. La proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le soumissionnaire pour la conduite de la consultation. |
| **XIV. Approbation** |
| Ces termes de références convenus sont approuvés par :  Le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement.  Signature  Date de signature |

|  |
| --- |
| **NB ! LES CANDIDATURES FEMININES SONT VIVEMENT ENCOURAGEES** |

Les dossiers de candidature doivent être envoyés uniquement par e-mail à l’adresse suivante : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org) avec en objet « ***Offre pour consultant national en charge de mener une analyse sectorielle pour la promotion de l’emploi et l’emploi des jeunes en Guinée*** » et adressés à : **Monsieur le Représentant Résident Adjoint /Programmes PNUD Guinée Conakry**

* La taille de chaque envoi ne doit pas dépasser 5 Mo. Chaque partie peut faire l’objet de plusieurs envois.
* La soumission en version physique sous plis fermé n’est pas acceptée.
* La date limite du dépôt électronique des propositions est fixée le **Lundi 11 Novembre 2019**
* Toute offre reçue hors délai ne sera pas prise en considération

**ANNEXES**

**Annexe 1 – Présent Terme de Références de la mission**

**Annexe 2 - Conditions générales des Contrats Individuels :**

****

**Annexe 3 – Tableau des Coûts**

****

**Annexe 4- P11 (SC/IC)**



**Date limite et lieu de remise des candidatures**

Le dossier complet devra nous parvenir uniquement à l'adresse suivante**:** [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

Au plus tard : **Le Lundi 11 Novembre 2019 à 00hr00, temps universel.**

Tout consultant éventuel qui aurait besoin de clarifications à propos du document d'invitation à soumissionner peut en informer par écrit l'entité du PNUD chargée des achats à l'adresse indiquée

Dans l'invitation à soumissionner ou par e-mail à l'adresse : [info.offres.gn@undp.org](mailto:info.offres.gn@undp.org). Peut aussi demander l’intégralité des TDR. Des exemplaires écrits de la réponse de l'organisation (incluant une explication de la demande de clarification mais sans identification de la source de la demande) seront envoyés à tous les consultants éventuels qui auront reçu les documents d'invitation à soumissionner. Tout consultant éventuel intéressé est invité à présenter son dossier complet y compris l’offre financière en hors taxes (HT) et libellé en dollar américain dépôt ou par email, conformément aux clauses et conditions du document de sollicitation.

**LES CANDIDATURES FEMININES SONT VIVEMENT ENCOURAGEES**

1. **Cadre budgétaire pour l’offre financière**

Les soumissionnaires sont invités à utiliser le cadre budgétaire suivant :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Rubriques** | **Unité** | **Quantité** | **Prix Unitaire (GNF)** | **Montant Total (GNF)** |
| **I** | **Honoraires consultants (conception et analyste)** | *Homme/Jour* |  |  |  |
| **II** | **Per diem** | *Jour* |  |  |  |
| **III** | **Logistique** |  |  |  |  |
| **IV** | **Frais divers :** |  |  |  |  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| **Reprographie** |  |  |  |  |
| **Communication** |  |  |  |  |
| **Total** | | | | |  |

1. **Modalités de soumission**

Les dossiers avec pour objet « **UN EXPERT INTERNATIONAL WEB DESIGN & GRAPHISME »** doit être :

* Soumis électroniquement à l’adresse suivant : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org). Il est important de noter que la taille de chaque envoi ne doit pas dépasser 5 Mo. Chaque partie peut faire l’objet de plusieurs envois.